

## « Répercussions sociales » : le FMI craint des explosions de révoltes du fait de la pandémie

 [revolutionpermanente.fr/Repercussions-sociales-le-FMI-craint-des-explosions-de-revoltes-du-fait-de-la-pandemie](https://revolutionpermanente.fr/Repercussions-sociales-le-FMI-craint-des-explosions-de-revoltes-du-fait-de-la-pandemie)



*Crédits photo : Izquierda diario*

C'est dans un article de blog de l'institution de Washington publié ce mercredi que des chercheurs mettent en parallèle pandémie et mouvement révolutionnaire en utilisant deux papiers de recherche publiée par le FMI en décembre 2001 et en février 2021 : "Un cercle vicieux : comment les pandémies mènent-elles au désespoir économique et au désordre social" par Tahsin Saadi-Sedik et Rui Xu ainsi que "Les Répercussions sociales des pandémies" de Philip Barrett et Sophia Chen.

Ces deux textes croisent les épisodes d'épidémie avec l'indice de niveau de perturbation sociale d'un pays élaboré l'année dernière par le FMI et en ressortent de constantes : l'effet pacificateur amputé à court terme aux pandémies et celui de renforcement du désordre social qu'elle pourrait provoquer à moyen/long terme.

Pour expliquer le premier, les chercheurs expliquent que ces crises permettent aux Etats de "profiter de l'urgence pour renforcer [leurs] pouvoir et réduire les dissensions" en s'appuyant sur le renforcement de "la cohésion sociale et la solidarité" inhérente à ce genre d'événements.

Cependant, si la pandémie ferait initialement office d'inhibiteur de la colère sociale, elle jouerait un rôle de caisse de résonance et d'amplificateur des contradictions et des inégalités sociales déjà présentes comme "le manque de confiance dans les institutions,

une mauvaise gouvernance, la pauvreté ou des inégalités croissantes" et donc à une augmentation tendancielle de la colère sociale dans les années qui suivent la période de crise.

En France, alors que depuis 2016 nous avons pu assister à une ébullition sociale permanente venant de l'ensemble des secteurs de la société (loi travail, gilet jaune, bataille du rail, mouvement étudiant contre la loi ORE, réforme des retraites, mobilisation des soignants, des enseignants, etc....), la pandémie du coronavirus a en effet mis en sourdine ses colères.

Si les conditions répressives mises en place pour faire face à l'épidémie ne permettent pas aujourd'hui de la voir s'exprimer, elle n'en demeure pas moins présente comme le rappelait le 9 février dernier cet article de l'opinion ou Roland Lescure, porte-parole LREM appelait à "être extrêmement prudent, à faire preuve de beaucoup d'empathie et puis continuer à accompagner la crise économique et sociale avec toutes les mesures qu'on a votées et qu'on est en train de déployer" face à la crainte de "la colère sourde, pas forcément visible mais très présente" que prévoyait Philippe Martinez.

Les craintes gouvernement à ce sujet sont par ailleurs très fortes et le spectre d'une Gilet-Jaunisation de la crise sanitaire occupe les éditorialistes bourgeois depuis de nombreux mois.

La gestion catastrophique et les mensonges à répétition ont par ailleurs encore fragilisé la confiance des Français envers le gouvernement, démontrant son impuissance à conjurer la crise autrement que par des gesticulations ridicules et par une augmentation montée en puissance de leur politique répressive, instaurant une véritable gestion policière de la crise du Covid-19.

C'est aujourd'hui sur une véritable poudrière qu'est assis la bourgeoisie française et les conséquences sociale et économique dramatiques engendrées par la pandémie ne peut que renforcer cette crainte.

Pourtant, le retour dans l'agenda politique d'Emmanuel Macron des réformes néolibérales, comme celle de l'assurance chômage qui entrera en vigueur dès juillet, montre bien la nécessité pour les capitalistes de relancer leur taux de profit au détriment de notre classe sociale déjà extrêmement précarisée par la crise.

En effet ses secousses sont déjà là avec une multiplication par trois en 2020 des plans de licenciement, la commission européenne faisait par ailleurs état dans un rapport publié à l'automne 2020 de ses prévisions liées à l'augmentation du chômage dans le pays qui pourrait atteindre près de 11 % d'ici la fin 2021.

Le plan de relance du gouvernement Macron montre aussi la détermination de nos dirigeants de nos dirigeants à n'imposer aucune contrainte aux entreprises au détriment des travailleurs, dans un article publié ce 2 février, l'économiste Michel Husson pointait ainsi au sujet dudit plan de relance : "on n'y trouve rien ou presque en faveur des ménages

les plus pauvres, aucune création d'emplois publics, aucun contrôle sur la gestion de l'emploi privé, mais en revanche des baisses d'impôts significatives en faveur des entreprises, sans aucune condition".

Les dispositifs mis en place par le gouvernement, tel le chômage partiel, ont produit une baisse du temps de travail dans les entreprises et quand ces aides seront supprimées les grandes entreprises françaises vont avoir principale priorité de rattraper ce « temps de travail perdu" lors de la crise pour maximiser de nouveau leur taux de profit.

Pour cela, une solution pour les capitalistes serait, toujours selon Michel Husson "d'allonger la durée du travail en contournant la législation, et de revenir à la vieille plus-value absolue de Marx. Telle est l'idée simple qui sous-tend une note de l'Institut Montaigne publiée dès mai dernier, insistant sur la « nécessaire augmentation de la durée moyenne du travail ». Cette note, émanant du principal think tank du patronat (et de la macronie) est révélatrice. Elle contenait un catalogue de mesures visant à détricoter la législation sur le temps de travail : « déroger au temps de repos de 11 heures minimum par jour (...) donner des incitations nouvelles à l'accroissement du temps de travail », etc. et tout cela, si possible « au niveau de l'entreprise ». Enfin, les fonctionnaires, notamment les enseignants, n'étaient pas oubliés : il faudra bien « rattraper les semaines de retard scolaire ». Au niveau des entreprises, le patronat fera valoir cet argument : ce n'est pas le moment de se tourner les pouces !".

Le train des destructrices réformes néolibérales pourrait donc s'accélérer et les attaques contre notre camp social se faire de plus en plus violentes et si tout laisse à penser qu'elles seront accompagnées de réponses sociales explosives, elles ne pourront se suffire à elle seule sans un véritable plan de bataille pour mettre à terre la folie capitaliste et une grande organisation révolutionnaire qui soit capable de le mettre à exécution.

### **Mots-clés**

Covid-19 / Crise sanitaire / Crise économique / Crise sociale / FMI / Débats